



KPMG SA  
36 Rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq en Baroeul

# Association C.R.E.A.I. Hauts de France

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024  
Association C.R.E.A.I. Hauts de France  
54 Boulevard Montebello 59011 LILLE CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92086 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
36 Rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq en Baroeul

## **Association C.R.E.A.I. Hauts de France**

54 Boulevard Montebello 59011 LILLE CEDEX

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association C.R.E.A.I. Hauts de France,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association C.R.E.A.I. Hauts de France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 24 juin 2025

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

**Association C.R.E.A.I. Hauts de France**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2024

A C T I F	Arrêté au 31/12/2024 Durée 12 mois			31/12/2023 12 mois
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
<b>Actif Immobilisé</b>				
<b>Immobilisations Incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruits				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs	52 759,20	-19 566,23	33 192,97	
Autres Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations Corporelles</b>				
Terrains	13 720,41		13 720,41	13 720,41
Constructions	858 205,52	-576 078,30	282 127,22	303 925,34
Installations techniques matériel et outillage	3 676,12	-2 592,19	1 083,93	1 347,60
Autres immobilisations corporelles	205 749,32	-176 937,02	28 812,30	37 458,82
<b>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</b>				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations Financières</b>				
Autres titres Immobilisés	145 785,35		145 785,35	125 054,44
Prêts	1 471,95		1 471,95	2 904,96
Autres	42,00		42,00	42,00
<b>TOTAL I</b>	<b>1 281 409,87</b>	<b>-775 173,74</b>	<b>506 236,13</b>	<b>484 453,57</b>
<b>Comptes de Liaison</b>				
<b>Comptes de Liaison</b>				
<b>TOTAL II</b>				
<b>Actif Circulant</b>				
<b>Stocks et en cours</b>				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes	174,22		174,22	4 932,34
<b>Créances</b>				
Créances redevables usagers et comptes rattachés	85 249,98		85 249,98	61 642,94
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	17 698,32		17 698,32	20 140,52
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Valeurs mobilières de placement	948 469,00		948 469,00	814 626,70
<b>Instruments de trésorerie</b>				
Instruments de trésorerie				
<b>Disponibilités</b>				
Disponibilités	135 685,31		135 685,31	117 156,77
<b>Charges constatées d'avance</b>				
Charges constatées d'avance	16 917,14		16 917,14	19 347,22
<b>TOTAL III</b>	<b>1 204 193,97</b>		<b>1 204 193,97</b>	<b>1 037 846,49</b>
<b>Frais d'émission des emprunts</b>				
<b>Frais d'émission des emprunts</b>				
<b>TOTAL IV</b>				
<b>Prime de remboursement des emprunts</b>				
<b>Primes de remboursement des emprunts</b>				
<b>TOTAL V</b>				
<b>Ecart de conversion Actif</b>				
<b>Ecart de conversion Actif</b>				
<b>TOTAL VI</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 485 603,84</b>	<b>-775 173,74</b>	<b>1 710 430,10</b>	<b>1 522 300,06</b>

<b>PASSIF</b>		Arrêté au 31/12/2024 Durée 12 mois	31/12/2023 12 mois
<b>Fonds propres</b>			
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>			
Fonds propres statutaires		138 703,99	138 703,99
Fonds propres complémentaires		217 180,40	217 180,40
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>			
<b>Ecart de réévaluation</b>			
<b>Réserves</b>			
Réserves pour projet de l'entité		176 254,33	176 254,33
<b>Report à nouveau</b>			
Report à nouveau		-96 828,10	-50 797,85
dont report à nouveaux des activité sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>			
Excédent ou déficit de l'exercice		87 626,45	-46 030,25
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales			
<b>Situation nette (sous-total)</b>			
Situation nette (sous-total)		522 937,07	435 310,62
<b>Fonds propres consommables</b>			
<b>Subventions d'investissement</b>			
<b>Provisions réglementées</b>			
Provisions réglementées		63 764,66	63 764,66
<b>TOTAL I</b>		<b>586 701,73</b>	<b>499 075,28</b>
<b>Fonds reportés et dédié:</b>			
<b>Fonds reportés liés aux legs et donation</b>			
Fonds reportés liés aux legs et donation			
<b>Fonds dédiés</b>			
Fonds dédiés		532 409,16	449 713,34
<b>TOTAL II</b>		<b>532 409,16</b>	<b>449 713,34</b>
<b>Comptes de Liaison</b>			
Comptes de Liaison			
<b>TOTAL III</b>			
<b>Provisions</b>			
Provisions pour risques		10 500,00	
Provisions pour charges		95 228,00	101 842,00
<b>TOTAL IV</b>		<b>105 728,00</b>	<b>101 842,00</b>
<b>Dettes</b>			
<b>Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatif</b>			
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		117 415,17	134 286,25
<b>Emprunts et dettes financières diverses</b>			
<b>Avances et acomptes sur commandes</b>			
Avances et acomptes sur commandes			
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		62 968,98	44 034,63
<b>Dettes des legs ou donations</b>			
Dettes des legs ou donations			
<b>Dettes fiscales et sociales</b>			
Dettes fiscales et sociales		292 554,26	260 660,62
<b>Dettes sur immobilisations, comptes rattachés</b>			
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		6 139,80	6 139,80
<b>Autres dettes (d'exploitation)</b>			
Autres dettes (d'exploitation)		220,00	43,60
<b>Instruments de trésorerie</b>			
Instruments de trésorerie			
<b>Produits constatés d'avance</b>			
Produits constatés d'avance		6 293,00	26 504,54
<b>TOTAL V</b>		<b>485 591,21</b>	<b>471 669,44</b>
<b>Ecarts de conversion Passi:</b>			
<b>Ecarts de conversion Passi:</b>			
<b>TOTAL VI</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 710 430,10</b>	<b>1 522 300,06</b>

# Compte de résultat

## CREAI REGROUPE

	Arrêté au : 31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Produit d'exploitation</b>						
Cotisations	388 271,28	55,06	349 063,10	95,76	39 208,18	11,23
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	310 234,24	43,99	229 223,04	62,88	81 011,20	35,34
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>310 234,24</b>	<b>43,99</b>	<b>229 223,04</b>	<b>62,88</b>	<b>81 011,20</b>	<b>35,34</b>
Concours publics et subvt <sup>2</sup> exploitation						
Subventions d'exploitation	705 165,00	100,00	364 520,00	100,00	340 645,00	93,45
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommable						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>						
Contributions financières						
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>705 165,00</b>	<b>100,00</b>	<b>364 520,00</b>	<b>100,00</b>	<b>340 645,00</b>	<b>93,45</b>
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	6 614,00	0,94	32 850,00	9,01	-26 236,00	-79,87
Utilisations des fonds dédiés	360 895,18	51,18	464 010,18	127,29	-103 115,00	-22,22
Autres produits	14 774,58	2,10	14 316,17	3,93	458,41	3,20
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
<b>PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I</b>	<b>1 785 954,28</b>	<b>253,27</b>	<b>1 453 982,49</b>	<b>398,88</b>	<b>331 971,79</b>	<b>22,83</b>
<b>Charges d'exploitation</b>						
Achats de marchandises	1 423,20	0,20			1 423,20	
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	394 548,96	55,95	367 826,60	100,91	26 722,36	7,26
Impôts, taxes et versements assimilés	46 486,70	6,59	50 826,55	13,94	-4 339,85	-8,54
Salaires et traitements	544 708,52	77,25	565 195,01	155,05	-20 486,49	-3,62
Charges sociales	231 164,99	32,78	241 221,42	66,18	-10 056,43	-4,17
Dotations aux amortissements	38 603,29	5,47	36 262,15	9,95	2 341,14	6,46
Autres charges	8 756,86	1,24	4 068,00	1,12	4 688,86	115,26
Dotations aux provisions	10 500,00	1,49	25 459,59	6,98	-14 959,59	-58,76
Report en fonds dédiés	443 591,00	62,91	214 987,00	58,98	228 604,00	106,33
Aides financières						
<b>CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II</b>	<b>1 719 783,52</b>	<b>243,88</b>	<b>1 505 846,32</b>	<b>413,10</b>	<b>213 937,20</b>	<b>14,21</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>66 170,76</b>	<b>9,38</b>	<b>-51 863,83</b>	<b>-14,23</b>	<b>118 034,59</b>	<b>-227,59</b>
<b>Produits financiers</b>						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	170,00	0,02	1 231,54	0,34	-1 061,54	-86,20
Autres intérêts et produits assimilés	2 325,58	0,33	2 112,41	0,58	213,17	10,09
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P	20 795,42	2,95	5 630,68	1,54	15 164,74	269,32
<b>PRODUITS FINANCIERS TOTAL III</b>	<b>23 291,00</b>	<b>3,30</b>	<b>8 974,63</b>	<b>2,46</b>	<b>14 316,37</b>	<b>159,52</b>
<b>Charges financières</b>						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	1 835,31	0,26	2 078,05	0,57	-242,74	-11,68
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
<b>CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV</b>	<b>1 835,31</b>	<b>0,26</b>	<b>2 078,05</b>	<b>0,57</b>	<b>-242,74</b>	<b>-11,68</b>
<b>RESULTATS FINANCIERS</b>	<b>21 455,69</b>	<b>3,04</b>	<b>6 896,58</b>	<b>1,89</b>	<b>14 559,11</b>	<b>211,11</b>
<b>RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS</b>	<b>87 626,45</b>	<b>12,43</b>	<b>-44 967,25</b>	<b>-12,34</b>	<b>132 593,70</b>	<b>-294,87</b>
<b>Produits exceptionnels</b>						
Sur opération de gestion						
Sur opération en capital						
Reprises/provisions et transfert de char			4,65	0,00	-4,65	-100,00
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V</b>			<b>4,65</b>	<b>0,00</b>	<b>-4,65</b>	<b>-100,00</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>						
Sur opération de gestion			1 063,00	0,29	-1 063,00	-100,00
Sur opération en capital			4,65	0,00	-4,65	-100,00
Dotations aux amortissements et aux prov.						
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI</b>			<b>1 067,65</b>	<b>0,29</b>	<b>-1 067,65</b>	<b>-100,00</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>			<b>-1 063,00</b>	<b>-0,29</b>	<b>1 063,00</b>	<b>-100,00</b>

## Compte de résultat

## CREAI REGROUPE

Arrêté au :		31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
Participation des salariés							
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII							
Impôts sur les bénéfices							
TOTAL VIII							
PRODUITS	1 809 245,28	256,57	1 462 961,77	401,34	346 283,51	23,67	
CHARGES	1 721 618,83	244,14	1 508 992,02	413,97	212 626,81	14,09	
Total XI							
Eng.à réaliser sur ressources affectés							
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs							
TOTAL XI							
EXCÉDENT OU DÉFICIT	87 626,45	12,43	-46 030,25	-12,63	133 656,70	-290,37	
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée							

## **Table des matières**

1	Objet social	4
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	5
3	Description des moyens mis en œuvre	6
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	7
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	7
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	7
5	Principes et méthodes comptables	8
5.1	Principes généraux	8
5.1.1	Changement de méthode comptable	8
5.1.2	Changements de présentation	8
5.1.3	Changements d'estimation	8
5.1.4	Corrections d'erreurs	8
5.2	Dérogations	8
5.3	Principales méthodes comptables	8
6	Informations relatives aux postes du bilan	10
6.1	Actif immobilisé	10
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	11
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	12
6.1.3	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	13
6.2	Actif circulant	13
6.2.1	Précisions sur d'autres créances	13
6.3	Fonds propres	15
6.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	15
6.3.2	L'excédent ou déficit de l'exercice	16
6.3.3	Subventions d'investissement	16
6.3.4	Provisions réglementées	16
6.4	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	17
6.4.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	18
6.5	Dettes	20
6.5.1	Précisions sur d'autres dettes	20
6.6	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	21

<b>7</b>	<b>Informations relatives au Compte de résultat</b>	<b>22</b>
7.1	Résultats par activité ou établissement	22
7.2	Produits du compte de résultat	22
7.2.1	Cotisations	22
7.2.2	Ventes de biens et de services	22
7.2.3	Produits de tiers financeurs	23
7.2.4	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	24
7.3	Charges du compte de résultat	25
7.3.1	Autres charges	25
7.4	Contributions volontaires en nature du compte de résultat	25
7.5	Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges	26
7.6	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	26
<b>8</b>	<b>Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants</b>	<b>27</b>
8.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	27
<b>9</b>	<b>Informations relatives à l'effectif</b>	<b>28</b>
<b>10</b>	<b>Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan</b>	<b>29</b>
10.1	Engagements financiers donnés et reçus	29
10.2	Engagements pris en matière de crédit-bail	29
<b>11</b>	<b>Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)</b>	<b>30</b>

## 1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association CREAI Hauts-de-France (Centre Régional d'Etudes, d'Actions et d'Informations » en faveur des personnes en situation de vulnérabilité) est destinée à remplir les buts prévus aux articles 10 à 14 de l'arrêté du 22 janvier 1964 et au paragraphe 1.1 de la note de service interministérielle Affaires Sociales / Justice du 13/01/84, ainsi qu'au cahier des charges national annexé à l'instruction n° DGCS/3C/CNSA/ 2015/138 du 24 avril 2015 et de l'article 78 de la loi 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement.

Les CREAI (« Centres régionaux pour l'enfance et l'adolescence inadaptées ») ont été institués par un arrêté du 22 janvier 1964 afin de jouer un rôle d'animation, d'information et de promotion en matière de prévention, d'observation, de soins et d'éducation spécialisée, de réadaptation et de réinsertion sociale concernant les enfants et adolescents inadaptés, vis-à-vis de tous les acteurs impliqués dans ces domaines.

Le rôle et l'action des CREAI s'inscrivent dans le cadre des orientations des politiques sociale et santé, telles qu'elles ressortent des dispositions législatives et réglementaires, des instructions ministérielles, des plans nationaux, et de leur déclinaison et mises en œuvre par les institutions régionales et départementales, notamment dans le cadre des projets régionaux de santé et des schémas d'organisation sociale et médico-sociale.

Ils œuvrent à un échelon régional (région des Hauts-de-France), et à des échelons infra régionaux, notamment départemental, le cas échéant dans le cadre de travaux de dimension inter régionale ou nationale via leur tête de réseau, et tout en contribuant aux travaux, débats et réflexions conduits au niveau national. (Cahier des charges national).

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

## **2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées**

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

### **Missions**

Le CREAI assure un rôle de ressource et d'interface entre les différents acteurs régionaux par un positionnement de tiers impartial.

Il remplit quatre missions essentielles :

1 - Concilier les différents acteurs dans le champ social et médico-social, usagers, bénévoles, professionnels et institutionnels en informant, en animant et en facilitant l'expression des diverses parties. Il aide, à cet égard, à l'amélioration des compétences des acteurs par des actions de formation.

2 - Observer la dynamique des besoins et de l'offre sociale et médico-sociale sur les divers territoires régionaux en réponse à la demande des autorités compétentes pour l'élaboration des schémas d'organisation sociale et médico-sociale et des schémas régionaux de santé. Il contribue à l'analyse des besoins et de l'offre, apprécie la nature, le niveau et l'évolution des besoins sociaux et médico-sociaux de la population pour soutenir toute action liée à la mise en œuvre de ces schémas.

3 - Proposer et aider à la décision en analysant les projets, les innovations, les expérimentations des divers acteurs, en exerçant une médiation technique et en favorisant l'articulation entre logiques ascendantes (usagers→politiques) et descendantes (politiques→usagers).

4 - Informer les acteurs, publics ou privés, et usagers des évolutions des politiques publiques relevant de la vulnérabilité, des initiatives et offres des collectivités, des administrations, des services déconcentrés de l'Etat et des organismes concourant à l'action sociale, médico-sociale et sanitaire. A ce titre, le CREAI collecte, relaie et promeut tout déploiement d'informations ne relevant pas du caractère commercial.

### **3 Description des moyens mis en œuvre**

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Le CREAI Hauts-de-France a son siège social au 54 Bd Montebello à LILLE. Il est propriétaire des bâtiments.

— Investissements

- Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice : 0 KE
- Engagés et terminés dans l'exercice : 41 KE
- Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture : 0 KE

— Ressources humaines : 11,3 etp au 31 décembre

— Autres moyens/dépenses engagées

- Formation : le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 340 heures à comparer à 145 heures au titre de l'exercice précédent.

**4      Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

**4.1    *Faits caractéristiques de l'exercice***

L'exercice n'enregistre pas d'élément ayant une incidence comptable.

**4.2    *Faits caractéristiques postérieurs à la clôture***

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

## **5 Principes et méthodes comptables**

### **5.1 Principes généraux**

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Il peut être appliqué par anticipation pour l'exercice en cours à sa date de publication (le 30/12/2018).

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### **5.1.1 Changement de méthode comptable**

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable ayant un impact significatif.

#### **5.1.2 Changements de présentation**

Notre entité n'a effectué aucun changement de présentation ayant un impact significatif.

#### **5.1.3 Changements d'estimation**

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### **5.1.4 Corrections d'erreurs**

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

### **5.2 Dérogations**

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

### **5.3 Principales méthodes comptables**

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ( Art. 324-1 : Les passifs relatifs aux engagements de l'entité en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et d'allocations en raison du départ à la retraite ou avantages similaires des membres de son personnel et de ses associés et mandataires sociaux peuvent être, en tout ou en partie, constatés sous forme de provision.) : la constatation de provisions pour la totalité des engagements à l'égard des membres du personnel actif et retraité, conduisant à une meilleure information financière, est considérée comme la méthode de référence ; la méthode actuarielle préconisée par la recommandation du CNC est utilisée.

**Le choix de notre entité parmi les méthodes suivantes proposées par le règlement 2018-03 pour traiter les opérations suivantes est précisé dans le paragraphe concerné de l'annexe :**

- les subventions d'investissement en application des articles 312-1.

## **6 Informations relatives aux postes du bilan**

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

### **6.1 Actif immobilisé**

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

**6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)**

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit. Apports
Frais d'établissement de recherche et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	27 735.83		35 249.17
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>27 735.83</b>		<b>35 249.17</b>
Terrains	13 720.41		
Constructions sur sol propre	679 842.69		
Constructions sur sol d'autrui			
Install. générales, agenc. et aménag. des constructions	178 362.83		
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 676.12		
Install. générales, agenc. et aménag. divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier	202 758.73		5 838.78
Emballage récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 078 360.78</b>		<b>5 838.78</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participation			
Autres titres immobilisés	125 054.44		20 730.91
Prêts et autres immobilisations financières	2 946.96		
<b>Immobilisations financières</b>	<b>128 001.40</b>		<b>20 730.91</b>
<b>Total Général</b>	<b>1 234 098.01</b>		<b>61 818.86</b>

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		10 225.80	52 759.20	
<b>Immobilisations incorporelles</b>		<b>10 225.80</b>	<b>52 759.20</b>	
Terrains			13 720.41	
Constructions sur sol propre			679 842.69	
Constructions sur sol d'autrui				
Install. générales, agenc. et aménag. des constructions			178 362.83	
Installations techniques, matériel et outillage industriels			3 676.12	
Install. générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier		2 848.19	205 749.32	
Emballage récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>		<b>2 848.19</b>	<b>1 081 351.37</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participation				
Autres titres immobilisés			145 785.35	
Prêts et autres immobilisations financières		1 433.01	1 513.95	
<b>Immobilisations financières</b>		<b>1 433.01</b>	<b>147 299.30</b>	
<b>Total Général</b>		<b>14 507.00</b>	<b>1 281 409.87</b>	

### 6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement de recherche et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	27 735.83	2 056.20	10 225.80	19 566.23
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>27 735.83</b>	<b>2 056.20</b>	<b>10 225.80</b>	<b>19 566.23</b>
Terrains				
Constructions sur sol propre	402 368.89	17 106.76		419 475.65
Construction sur sol d'autrui				
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers	151 911.29	4 691.36		156 602.65
Installations techniques, matériel et outillage	2 328.52	263.67		2 592.19
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	165 299.91	14 485.30	2 848.19	176 937.02
Emballages récup et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>721 908.61</b>	<b>36 547.09</b>	<b>2 848.19</b>	<b>755 607.51</b>
<b>Total Général</b>	<b>749 644.44</b>	<b>38 603.29</b>	<b>13 073.99</b>	<b>775 173.74</b>

#### 6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Les amortissements des immobilisations non décomposables sont calculés selon les plans d'amortissement établis en fonction de la durée d'usage, selon le mode linéaire.

Principaux taux d'amortissement retenus : immobilisations incorporelles 20% ou 33,33% - constructions 2%, 4%, 5% ou 10% - matériel & outillage 10% - matériel de bureau 10% - informatique 25% - mobilier 10%.

Ventilations des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotat déroq	Repr déroq
Frais d'établissement de recherche et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 056.20				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 056.20</b>				
Terrains					
Constructions sur sol propre	17 106.76				
Construction sur sol d'autrui					
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers	4 691.36				
Installations techniques, matériel et outillage	263.67				
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	14 485.30				
Emballages récup et divers					
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>36 547.09</b>				
<b>Total Général</b>	<b>38 603.29</b>				

### 6.1.3 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Une plus-value latente de 12 KE sur cessions des titres immobilisés et valeurs mobilières de placement est estimée à la clôture de l'exercice.

## 6.2 Actif circulant

### 6.2.1 Précisions sur d'autres créances

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 471.95	1 471.95	
Autres immobilisations financières	42.00	42.00	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	85 249.98	85 249.98	
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	950.00	950.00	
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts			
Etat, créances diverses	3 589.80	3 589.80	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	13 158.52	13 158.52	
Charges constatées d'avance	16 917.14	16 917.14	
<b>Total général</b>	<b>121 379.39</b>	<b>121 379.39</b>	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	1 433.01		
Prêts et avances consentis aux associés			

### 6.2.1.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance significatives sont les suivantes :

Etat des charges constatées d'avance	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Documentation 2025	2 862.46	2 862.46	
Services copieurs 01/2025	54.00	54.00	
Location fontaine & matériel hygiène 01/2025	398.62	398.62	
Téléphone abonnement 01/2025	133.00	133.00	
Téléphone mobile abonnements 01/2025	28.99	28.99	
Licences Microsoft 01 à 09/2025	61.00	61.00	
Licence sécurité postes 01 à 10/2025	180.00	180.00	
Maintenance climatiseurs et vmc 01 à 06/2025	749.52	749.52	
Internet abonnements 01/2025	67.00	67.00	
Boite postale 2025	118.80	118.80	
Licence Logiciel cartographie web 01 à 10/2025	6 680.00	6 680.00	
Hébergement serveurs cartographie 01 à 10/2025	687.00	687.00	
Noms de domaines et Hbgt A. S. 01 à 09/2025	72.75	72.75	
Cotisation CB 01 à 11/2025	53.00	53.00	
Certificat électronique 01 à 07/2025	63.00	63.00	
Redevance Synthèse vocale A.S. 01 à 10/2025	802.00	802.00	
Abt système gestion de contenu site A.S. Prismic 01/2025	9.00	9.00	
Logiciel réunions en ligne 01/2025	5.00	5.00	
Gaz abt 01/2025	38.00	38.00	
Abt plateforme collaborative 01 à 08/2025	1 650.00	1 650.00	
Hébergement site internet 01 à 05/2025	37.00	37.00	
Abt système gestion de contenu site Creai Wordpress 01 à 06	348.00	348.00	
Maintenance site Creai 01 à 09/2025	1 220.00	1 220.00	
E-maintenance copieurs 01 à 09/2025	79.00	79.00	
Plateforme communication visuelle 01 à 11/2025	117.00	117.00	
Abt plateforme e-mailing 01/2025	15.00	15.00	
Voyages SNCF 01/2025	373.00	373.00	
Abt plateforme hébergement site A. S. 01/2025	15.00	15.00	
<b>Total Général</b>	<b>16 917.14</b>	<b>16 917.14</b>	

## 6.3 **Fonds propres**

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

### 6.3.1 **Tableau de variation des Fonds propres**

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affect. Résultat	Augment.	Dimin./conso	A la clôture	
Fonds propres sans droit de reprise	355 884.39				355 884.39	
Fonds propres avec droit de reprise						
Ecart de réévaluation						
Réserves	176 254.33				176 254.33	
Report à nouveau	-50 797.85	-46 030.25			-96 828.10	
Excédent ou déficit de l'exercice	-46 030.25	46 030.25	87 626.45		87 626.45	
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement						
Provisions réglementées	63 764.66				63 764.66	
<b>Total Général</b>	<b>499 075.28</b>		<b>87 626.45</b>		<b>586 701.73</b>	

#### 6.3.1.1 **Fonds propres sans droit de reprise**

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

#### 6.3.1.2 **Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise**

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

### 6.3.2 *L'excédent ou déficit de l'exercice*

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

Le résultat de l'exercice se compose de :

- +78K€, résultat définitivement acquis à l'organisme ;
- +9K€, résultat de l'organisme de formation sous contrôle de tiers.

### 6.3.3 *Subventions d'investissement*

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

La première application du changement de réglementation a été appliquée suivant le règlement 2018-06 de façon rétrospective, avec un effet à l'ouverture de l'exercice sur :

- le poste subventions d'investissement (diminution),
  - le poste report à nouveau (augmentation),
- effet correspondant à la méthode retenue par notre entité ci-dessus décrite.

### 6.3.4 *Provisions réglementées*

Cf § 6.4 les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges

#### 6.4 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétrolier				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour investissement				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	63 764.66			63 764.66
<b>Provisions réglementées</b>	<b>63 764.66</b>			<b>63 764.66</b>
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	101 842.00		6 614.00	95 228.00
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales fiscales sur congés à				
Autres provisions pour risques et charges		10 500.00		10 500.00
<b>Provisions risques et charges</b>	<b>101 842.00</b>	<b>10 500.00</b>	<b>6 614.00</b>	<b>105 728.00</b>
Provisions pour immobilisations incorporelles				
Provisions pour immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stock et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
<b>Provisions pour dépréciation</b>				
<b>Total Général</b>	<b>165 606.66</b>	<b>10 500.00</b>	<b>6 614.00</b>	<b>169 492.66</b>
Dotations et reprises d'exploitation		10 500.00	6 614.00	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence				

Les autres provisions réglementées ont été constituées par dotations sur plus-values de cessions d'éléments d'actif.

#### **6.4.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés**

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

- Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- selon la méthode simplifiée suivante historiquement appliquée par l'association ;
- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ( Art. 324-1 : Les passifs relatifs aux engagements de l'entité en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et d'allocations en raison du départ à la retraite ou avantages similaires des membres de son personnel et de ses associés et mandataires sociaux peuvent être, en tout ou en partie, constatés sous forme de provision.) : la constatation de provisions pour la totalité des engagements à l'égard des membres du personnel actif et retraité, conduisant à une meilleure information financière, est considérée comme la méthode de référence ; la méthode actuarielle préconisée par la recommandation du CNC est utilisée. Les hypothèses utilisées sont : table de mortalité insee, âge de départ 64 ans, taux moyen de turnover sur 3 ans 2%, taux de revalorisation 2%, taux de charges 55%, taux d'actualisation 3,4%.

**Association, Fondation, Fonds de dotation**  
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024  
Montants exprimés en EUR

**6.4.2 Fonds dédiés**

Tableau de suivi des fonds dédiés sur subventions de fonctionnement affectées (Art. 431-6 règlement ANC 2018-06)								
Nature du projet et caractéristiques	Montant initial du financement	Fonds à engager à l'ouverture de l'exercice (194)	Report (6894)	Utilisations exercice (7894)	Montant global	Dont remboursement	Transferts	A la clôture de l'exercice (194)
		A	B	C	C	D	E	F
Co-animer une dynamique régionale de travaux et d'échanges de pratiques dans le champ de la PJM. Axe 1 - Garantir une offre d'accompagnement variée et ajustée aux besoins - Mettre en place un groupe de travail sur la promotion du métier de MJPM (fiche action 11) (DREETS convention EISTF3222-081)	65 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prévenir les situations critiques et complexes d'enfants et de jeunes : coordination territoriale des acteurs pour mieux répondre à la sécurité des parcours. Une session Abbeville (CPOM 2020-155/PREV PAPH - Art 1)	34 612,00	4 326,50	0,00	4 326,50	0,00	0,00	0,00	0,00
Prévenir les situations critiques et complexes d'enfants et de jeunes : coordination territoriale des acteurs pour mieux répondre à la sécurité des parcours. Deux sessions Béthune et Cambrai (CPOM 2020-155/PREV PAPH - Art 1 FIR)	55 304,00	6 913,00	0,00	6 913,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prévenir les situations critiques et complexes d'enfants et de jeunes : coordination territoriale des acteurs pour mieux répondre à la sécurité des parcours. Deux sessions Lille et Calais (CPOM 2020-155/PREV PAPH - Art 2)	55 304,00	10 369,50	0,00	3 456,50	0,00	0,00	6 913,00	0,00
Prévenir les situations critiques et complexes d'enfants et de jeunes : coordination territoriale des acteurs pour mieux répondre à la sécurité des parcours. Une session Soissons (CPOM 2020-155/PREV PAPH - Art 2)	27 652,00	5 184,75	0,00	1 728,25	0,00	0,00	3 456,50	0,00
Déploiement de l'expérimentation nationale EPoP (Empowerment and Participation Of Persons with disability) CPOM4 (ARS) (CPOM 2020-155/PREV PAPH)	440 000,00	92 800,00	0,00	92 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Centre ressource Vie intime affective et sexuelle et soutien à la parentalité des personnes en situation de handicap	235 600,00	111 132,59	0,00	110 735,80	0,00	0,00	396,79	0,00
Centre ressource Vie intime affective et sexuelle et soutien à la parentalité des personnes en situation de handicap (CPOM 2023-4)	68 716,00	68 716,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 716,00	68 716,00
Prévenir les situations critiques et complexes d'enfants et de jeunes : coordination territoriale des acteurs pour mieux répondre à la sécurité des parcours. Compiègne, Valenciennes (CPOM 2023-2 FIR)	47 035,00	47 035,00	0,00	41 155,63	0,00	0,00	5 879,37	0,00
Service Territorial d'Accès aux Ressources Transdisciplinaires (START) : dispositif de formation et déploiement des communautés de pratiques (CPOM 2023-2)	5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Contribution au déploiement d'un pôle ressource régional de la participation et du pouvoir d'agir (CPOM 2023-5)	41 815,00	41 815,00	0,00	41 815,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions concernant l'animation de dispositifs régionaux d'information et de connaissance sur la protection des majeurs à destination des personnes sous protection, leur famille, leurs proches, et les professionnels qui les accompagnent. (CPOM 2023-6)	14 769,00	14 769,00	0,00	14 769,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prévenir les situations critiques et complexes d'enfants et de jeunes : coordination territoriale des acteurs pour mieux répondre à la sécurité des parcours. Berck-Montreuil (CPOM 2023-2)	27 652,00	27 652,00	0,00	24 195,50	0,00	0,00	3 456,50	0,00
Assurer le fonctionnement quotidien d'un portail informatique relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes en situation de handicap dans la région des Hauts-de-France (CPOM 2023-1)	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Assurer le fonctionnement quotidien d'un portail informatique relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes en situation de handicap dans la région des Hauts-de-France (CPOM 2024-1-I)	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
Prévenir les situations critiques et complexes d'enfants et de jeunes : coordination territoriale des acteurs pour mieux répondre à la sécurité des parcours. Arras (CPOM 2024-1-II)	28 000,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00	0,00
Prévenir les situations critiques et complexes d'enfants et de jeunes : coordination territoriale des acteurs pour mieux répondre à la sécurité des parcours. Maubeuge et Dunkerque (FIR CPOM 2024-1-II)	39 465,00	0,00	39 465,00	0,00	0,00	0,00	39 465,00	0,00
Service Territorial d'Accès aux Ressources Transdisciplinaires (START) : dispositif de formation et déploiement des communautés de pratiques (CPOM 2024-1-III)	6 354,00	0,00	6 354,00	0,00	0,00	0,00	6 354,00	0,00
Centre ressource Vie intime affective et sexuelle et soutien à la parentalité des personnes en situation de handicap (FIR CPOM 2024-1-IV)	117 800,00	0,00	117 800,00	0,00	0,00	0,00	117 800,00	0,00
Contribution au déploiement d'un pôle ressource régional de la participation et du pouvoir d'agir (CPOM 2024-1-V)	250 000,00	0,00	223 553,00	0,00	0,00	0,00	223 553,00	0,00
Actions concernant l'animation de dispositifs régionaux d'information et de connaissance sur la protection des majeurs à destination des personnes sous protection, leur famille, leurs proches, et les professionnels qui les accompagnent. (CPOM 2024-1-VI)	14 819,00	0,00	14 819,00	0,00	0,00	0,00	14 819,00	0,00
Accompagner les MJPM dans le cadre des situations complexes (DREETS E.J 2104479473 fiche action 19)	18 000,00	0,00	3 600,00	0,00	0,00	0,00	3 600,00	0,00
<b>Total</b>	<b>1 612 887,00</b>	<b>449 713,34</b>	<b>443 591,00</b>	<b>360 895,18</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>532 409,16</b>	<b>68 716,00</b>

## 6.5 **Dettes**

### 6.5.1 *Précisions sur d'autres dettes*

#### 6.5.1.1 Produits constatés d'avance

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis.

Rubriques	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Abonnements Flash Info QP 2025	74.00	74.00	
CNSA SUBV GUIDE DIMA 01 à 05/2025	6 219.00	6 219.00	
<b>Total Général</b>	<b>6 293.00</b>	<b>6 293.00</b>	

## 6.6 **État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice**

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 471.95	1 471.95	
Autres immobilisations financières	42.00	42.00	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	85 249.98	85 249.98	
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	950.00	950.00	
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts			
Etat, créances diverses	3 589.80	3 589.80	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	13 158.52	13 158.52	
Charges constatées d'avance	16 917.14	16 917.14	
<b>Total général</b>	<b>121 379.39</b>	<b>121 379.39</b>	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	1 433.01		
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	117 415.17	17 117.36	71 004.71	29 293.10
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	62 968.98	62 968.98		
Personnel et comptes rattachés	161 224.83	161 224.83		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	121 682.81	121 682.81		
Etat, impôt sur les bénéfices				
Etat, TVA				
Etat obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	9 646.62	9 646.62		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 139.80	6 139.80		
Groupes et associés				
Autres Dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 293.00	6 293.00		
<b>Total général</b>	<b>485 371.21</b>	<b>385 073.40</b>	<b>71 004.71</b>	<b>29 293.10</b>
Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	16 871.08			
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				

## 7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés) ;
- Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

### 7.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<i>Gestion propre (= libre)</i>		
1 Activité S.A.T.		78 695,54€
<i>Gestion sous contrôle de tiers (Dreets)</i>		
2 Activité Organisme de Formation		8 930,91€
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>87 626,45€</b>

### 7.2 Produits du compte de résultat

#### 7.2.1 Cotisations

##### 7.2.1.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la mise à disposition de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

##### 7.2.1.2 Cotisations avec contrepartie

Les cotisations avec contrepartie sont les cotisations ayant une autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la remise de parutions de faible valeur, la remise tarifaire. Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

#### 7.2.2 Ventes de biens et de services

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées :

Formations professionnelles : 220KE

Prestation de services Accompagnements, conseils, études : 91KE

### 7.2.2.1 Ressources de l'Organisme de formation

#### Organisme de Formation - O. F.

##### 1 - Ressources de l'organisme

CREAI REGROUPE Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

Origine des fonds	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en €	en %	en €	en %
<b>1-1 - Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers</b>				
Entreprises	206 727.43	93.89%	105 277.18	93.46%
État, Collectivités locales, Établissements publics	13 282.00	6.03%	7 104.00	6.31%
Entreprises, via FONGECIF, Opco				
Particuliers	175.00	0.08%	260.00	0.23%
<b>Sous-total 1</b>	<b>220 184.43</b>	<b>100.00%</b>	<b>112 641.18</b>	<b>100.00%</b>
<b>2 - Ressources provenant des pouvoirs publics</b>				
Instances européennes				
État				
Régions				
Autres collectivités territoriales		0.00%		0.00%
<b>Sous-total 2</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00%</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00%</b>
<b>3 - Autres</b>				
Autres organismes de formation				
Autres ressources		0.00%		0.00%
<b>Sous-total 3</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00%</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00%</b>
<b>Total des ressources</b>	<b>220 184.43</b>	<b>100.00%</b>	<b>112 641.18</b>	<b>100.00%</b>

##### 2 - Décomposition des actions de formation par finalité

CREAI REGROUPE Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

Finalité des actions	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en €	en %	en €	en %
Diplômantes (1)				
Perfectionnement professionnel et qualifiant (2)				
Insertion sociale	220 184.43	100.00	112 641.18	100.00
<b>Total</b>	<b>220 184.43</b>	<b>100.00</b>	<b>112 641.18</b>	<b>100.00</b>

(1) Diplômantes : toutes les personnes ayant obtenu un diplôme.  
(2) Insertion sociale : toutes les personnes ayant obtenu un diplôme ou une qualification.

##### 3 - Convention de ressources publiques affectées

CREAI REGROUPE Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

Convention	Montant initial	Suivi d'exécution		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice
				0.00
<b>Total</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>

### 7.2.3 Produits de tiers financeurs

#### 7.2.3.1 Concours publics et subventions d'exploitation

##### 7.2.3.1.1 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la

réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent. Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* ».

#### 7.2.3.1.2 Tableau des subventions et concours publics

**Information sur les montants des concours publics et les subventions dans l'exercice (Art 431-9 règlement ANC 2018-06)**

Nature	Catégories d'autorités administratives	Montant
Subvention d'exploitation	Agence régionale de santé Hauts-de-France	557 438.00
Subvention d'exploitation	Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie	14 445.00
Subvention d'exploitation	Conseil départemental Pas-de-Calais	10 000.00
Subvention d'exploitation	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités	122 782.00
Subvention d'exploitation	Ministère du travail et de l'emploi	500.00
<b>Total</b>		<b>705 165.00</b>

#### 7.2.4 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprise sur amortissements : 0 €

Reprises sur dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles : 0 €

Reprises sur dépréciation d'autres actifs hors legs ou donations destinés à être cédés : 0 €

Reprises sur dépréciation d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés : 0 €

Reprises sur provisions réglementées moins-values sur cessions d'actifs : 0 €

Reprises sur provisions pour charges d'exploitation : 6 614 €

Transferts de charges : 0 €

### **7.3 Charges du compte de résultat**

#### **7.3.1 Autres charges**

### **7.4 Contributions volontaires en nature du compte de résultat**

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

L'association n'a pas reçu de contributions volontaires en nature au cours de l'exercice.

**7.5      *Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges***

**7.6      *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat***

7.6.1.1 Produits à recevoir

7.6.1.2 Produits et charges imputables à un autre exercice

7.6.1.3 Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

7.6.1.4 Charges et produits exceptionnels

7.6.1.5 Transferts de charges

Remboursements au titre de rémunérations de salariés en actions de formation : 0 €

7.6.1.6 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	— 7 560 €	—
— Au titre d'autres prestations	—	—
— <b>Honoraires totaux</b>	— 7 560 €	—

**8 Informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants**

**8.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)**

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » n'est pas indiqué car reviendrait à communiquer une rémunération individuelle et une information personnelle.

## 9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	9,34
Agents de maîtrise et Techniciens	1,97
Employés	0
Ouvriers	0
Total	11,31

## 10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

### 10.1 Engagements financiers donnés et reçus

Dette d'emprunt auprès des établissements de crédit garantie par une sûreté réelle :  
nantissement de bon de caisse de 100KE.

### 10.2 Engagements pris en matière de crédit-bail

Retraitement de crédits-bails					
	Terrains	Constructions	Installations matériel et outillage	Autres	Total
<i>Redevances payées</i>					
- Cumuls exercices antérieurs			21 772		21 772
- Dotation de l'exercice			5 938		5 938
<b>Sous-total</b>			<b>27 710</b>		<b>27 710</b>
<i>Redevances restant à payer</i>					
- A un an au plus			7 556		7 556
- A cinq ans au plus			30 223		30 223
- A plus de cinq ans			-		-
<b>Sous-total</b>			<b>37 778</b>		<b>37 778</b>
<b>Montant pris en charge dans l'exercice</b>			<b>5 938</b>		<b>5 938</b>

**11 Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)**

Notre entité n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public percevant des dons pour un montant supérieur à 153K€.